

Le Répertoire National des Certifications Professionnelles (RNCP)

Résumé descriptif de la certification **Code RNCP : 20251**

Intitulé

MASTER : MASTER Master Droit Économie Gestion - Mention : juriste d'entreprise - spécialité : Relations de travail (professionnel)

AUTORITÉ RESPONSABLE DE LA CERTIFICATION	QUALITÉ DU(ES) SIGNATAIRE(S) DE LA CERTIFICATION
Université François Rabelais - Tours	Recteurs d'académie, president d'université, ministere chargé de l enseignement superieur

Niveau et/ou domaine d'activité

I (Nomenclature de 1967)

7 (Nomenclature Europe)

Convention(s) :

Code(s) NSF :

128 Droit, sciences politiques, 315 Ressources humaines, gestion du personnel, gestion de l'emploi

Formacode(s) :

13222 droit travail

Résumé du référentiel d'emploi ou éléments de compétence acquis

Juriste d'entreprise, avocat, mandataire judiciaire, inspecteur du travail, Directeur des ressources humainesLe titulaire du MASTER juriste d'entreprise spécialité Relations de travail, grâce à une connaissance approfondie du droit social et droit des affaires :

- Recherche les informations juridiques économiques et sociales
- Rédige des notes de synthèse
- Constitue des dossiers
- maîtrise le droit des sociétés,
- comprend et analyse des données financières
- Rédige des contrats
- Négocie et rédige des accords collectifs de travail
- Assure le suivi de la gestion de l'emploi dans l'entreprise y compris les licenciements collectifs et individuels (GPEC, PSE)
- Rédige tout acte juridique relatif aux relations sociales
- Conseille des utilisateurs de la règle sociale
- Prévient et règle les litiges sociaux
- Assure une veille juridique en matière sociale
- Conseille en matière sociale des groupes de dimension internationale
- Gère les ressources humaines
- Prépare des plaidoiries
- Organise des conférences
- Technique de négociation

Pour exercer ses fonctions le titulaire du diplôme doit maîtriser :

- la réglementation française, européenne et internationale
- la documentation dans ces disciplines
- les logiciels et bases de données en droit social et des affaires
- la recherche juridique
- la technique contractuelle
- la rédaction de documents juridiques
- l'analyse de textes juridiques
- les procédures judiciaires
- les techniques d'audit
- les outils de bureautique et de communication (internet/intranet)
- l'anglais juridique

Secteurs d'activité ou types d'emplois accessibles par le détenteur de ce diplôme, ce titre ou ce certificat

Toutes les entreprises ayant un service juridique
Les cabinets d'avocats
La magistrature

L'inspection du travail
 Le conseil
 Les banques
 Les assurances
 Les experts comptables
 Les administrateurs judiciaires
 Les mandataires liquidateurs

Le titulaire du Master juriste d'entreprise spécialité relations de travail exerce au sein d'entreprises, en cabinet, en profession libérale, au sein d'un service de l'Etat ou d'une collectivité.

Il peut prétendre aux métiers suivants :

- Accessibles directement après le master :
 - Juriste d'entreprise (droit social ou droit des affaires)
 - Juriste d'organisations professionnelles
 - Journaliste de l'information économique et sociale
- Accessibles après un examen ou par voie de concours :
 - Avocat
 - Inspecteur du travail
 - Magistrat

Codes des fiches ROME les plus proches :

K1903 : Défense et conseil juridique

K1902 : Collaboration juridique

Modalités d'accès à cette certification

Descriptif des composantes de la certification :

M1

Droit bancaire, droit du travail, droit du marché, droit de la protection sociale, droit des assurances, droit de l'exécution, droit des procédures collectives, droit des sociétés, comptabilité, qualité, propriété intellectuelle, droit pénal des affaires, fiscalité des entreprises

M2

Stratégie et politique générale de l'entreprise, techniques contractuelles, marché boursier, gestion financière et diagnostic financier, immobilier d'entreprise, droit de la distribution, marketing.

Contentieux social, prévoyance et régime complémentaire, droit social européen, droit international du travail, relations collectives du travail, gestion des ressources humaines, jeu d'entreprise et projets professionnels (junior entreprise)

Validité des composantes acquises : illimitée

CONDITIONS D'INSCRIPTION À LA CERTIFICATION	OUINON		COMPOSITION DES JURYS
Après un parcours de formation sous statut d'élève ou d'étudiant	X		Personnes ayant contribué aux enseignements (Loi n° 84-52 du 26 janvier 1984 modifiée sur l'enseignement supérieur. 50% universitaires/professionnels
En contrat d'apprentissage	X		oui
Après un parcours de formation continue	X		Personnes ayant contribué aux enseignements (Loi n° 84-52 du 26 janvier 1984 modifiée sur l'enseignement supérieur.
En contrat de professionnalisation		X	
Par candidature individuelle		X	
Par expérience dispositif VAE	X		Enseignants chercheurs et professionnels (Décret 2002-590 du 24 avril 2002)

	OUI	NON
Accessible en Nouvelle Calédonie		X

Base légale**Référence du décret général :**

25 avril 2002

Référence arrêté création (ou date 1er arrêté enregistrement) :

12 novembre 2008

Référence du décret et/ou arrêté VAE :**Références autres :****Pour plus d'informations****Statistiques :**

Nombre de diplômés des années antérieures : Le Master accueille chaque année une vingtaine d'étudiants par spécialité ; ils ont, jusqu'à présent, tous obtenu leur diplôme.

Les diplômés ont essentiellement trouvé un emploi (CDD ou CDI) au sein des entreprises et dans les cabinets d'avocats.

Autres sources d'information :

Site du MAJE : www.e-maje.fr – site de la Faculté de Droit : www.droit.univ-tours.fr

[Site Université de Tours](#)

Lieu(x) de certification :

Université François-Rabelais Tours

Lieu(x) de préparation à la certification déclarés par l'organisme certificateur :

Faculté de Droit Economie et Sciences sociales

Historique de la certification :